



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conséquences de la censure sur le budget de la défense

Question au Gouvernement n° 258

Texte de la question

CONSÉQUENCES DE LA CENSURE SUR LE BUDGET DE LA DÉFENSE

Mme la présidente . La parole est à M. Jean-Michel Jacques.

M. Jean-Michel Jacques . Monsieur le ministre des armées et des anciens combattants, en déposant des motions de censure, les députés de la gauche et de l'extrême droite de cet hémicycle ont abandonné nos armées et nos forces de sécurité ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR ainsi que sur quelques bancs du groupe Dem. – Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

Ainsi, pour la défense, la censure - donc, en l'état, l'absence de budget pour 2025 - se traduira par le renoncement à la hausse prévue des investissements pour un montant de 3,3 milliards d'euros ! (*Exclamations sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

Plusieurs députés du groupe RN . Mensonge !

M. Jean-Michel Jacques . Cette hausse est pourtant nécessaire dans une période d'instabilité majeure ! Quel manque de responsabilité face au retour de la guerre en Europe, à la multiplication des menaces hybrides, à la fragmentation de l'ordre international ! La France doit pouvoir compter sur son armée, une armée solide, réactive et cohérente ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

M. Thibault Bazin . Ils trahissent les Français !

M. Jean-Michel Jacques . À cause des calculs politiques de certains, adieu aux efforts de modernisation de notre dissuasion ! Adieu aux commandes d'équipements pour nos forces armées !

Plusieurs députés du groupe RN . Mensonges !

Mme Mathilde Panot . C'est du PLFSS que l'on parle !

M. Jean-Michel Jacques . Adieu aux avancées en faveur des conditions de vie de nos militaires et de leurs familles ! Adieu à la visibilité conférée à nos entreprises par la loi de programmation militaire ! Adieu aux retombées financières dans nos territoires ! (*Exclamations sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

Mme Claire Lejeune . Vous dites n'importe quoi !

M. Jean-Michel Jacques . Par exemple, dans le Morbihan, ce sont plus de 6 600 militaires et civils du ministère des armées et plus de 6 400 salariés de l'industrie de défense qui en subiront l'impact direct. (*Applaudissements*)

sur quelques bancs du groupe EPR et sur les bancs du groupe DR.)

Pourriez-vous nous expliquer quels renoncements sont à craindre pour notre défense du fait d'une éventuelle censure ? (*Vives exclamations sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

Mme Mathilde Panot. Je rappelle qu'elle vise le PLFSS !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre des armées et des anciens combattants.

M. Jean-Louis Thiériot, ministre délégué auprès du ministre des armées et des anciens combattants . Votre question est celle que m'ont posée, lundi dernier, à Cincu, en Roumanie, les militaires du rang et les officiers qui y sont stationnés pour la France. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

Sans les annuités budgétaires correspondantes, une loi de programmation militaire demeure lettre morte. Les conséquences d'une absence de budget seront donc d'une gravité extrême. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR et Dem.*)

Mme Danièle Obono. Qui a voté contre le budget ?

M. Jean-Louis Thiériot, ministre délégué . Pour les militaires, cela implique que la révision de la politique de rémunération n'aura pas lieu ! Cela implique de ne pas procéder aux 700 recrutements prévus dans le domaine du cyber !

Du point de vue capacitaire, cela implique la perte de 3,3 milliards !

M. Thibault Bazin . C'est énorme !

M. Jean-Louis Thiériot, ministre délégué . Le développement du porte-avions de nouvelle génération prendra du retard ! (*Mêmes mouvements. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Emeric Salmon . Quelle honte !

M. Jean-Louis Thiériot, ministre délégué . Certains équipements ne parviendront pas aux régiments qui les attendent !

Pour notre industrie, cela implique un manque de lisibilité ! Pour les 4 000 PME de nos territoires, pour leurs 200 000 salariés, cela implique de l'incertitude, à l'heure où, face à de graves tensions internationales, nous nous efforçons d'entrer dans une économie de guerre !

M. Jean-Paul Lecoq . Voilà la vérité : on s'efforce d'entrer dans une économie de guerre ! Voilà pourquoi vous devez partir !

M. Jean-Louis Thiériot, ministre délégué . La LPM votée par le Parlement, voulue par le président de la République et dont l'application est assurée par Sébastien Lecornu, subirait un coup d'arrêt !

J'en appelle à la conscience des députés socialistes, membres d'un grand parti de gouvernement, et des députés du Rassemblement national, qui se disent patriotes ! On ne brade pas les armes de la France et les militaires qui la servent ! (*Les députés des groupes EPR, DR, Dem et HOR se lèvent et applaudissent longuement. – Exclamations sur plusieurs bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Michel Jacques](#)

Circonscription : Morbihan (6^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 258

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Armées et anciens combattants (MD)

Ministère attributaire : Armées et anciens combattants (MD)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 décembre 2024